L’expo Camus et les guillotines en papier, par Michel Onfray

16/09/2012 à 9h16

Michel Onfray vient d’annoncer sur Twitter qu’il renonçait à être le commissaire de la fameuse expo Camus d’Aix-en-Provence. Il avait répondu, ce jeudi dans l’Obs, à ceux qui lui reprochaient d’avoir accepté. Voici sa tribune.

Les guillotines en papier
Deux pleines pages dans «Libération» et un appel en une pour une thèse susurrée et reprise sous forme de vociférations depuis sur le net: j’aurais accepté le commissariat d’exposition Albert Camus à Aix-en-Provence à l’invitation de la mairie, qu’on présente comme d’extrême droite, fasciste, j’ai même entendu de la part d’un «historien»: *«franquiste»* (!), parce que j’y défendrais l’OAS, les pieds-noirs, la colonisation, etc.

> *Personne n’a lu mon projet, personne n’a vu mon synopsis, personne ne m’a demandé ce que je me proposais de faire dans cette exposition, mais il suffit.* ***Pour assassiner, rien de tel que l’usage des armes de destruction massive: antisémitisme, fascisme, racisme, colonialisme… J’ai l’habitude.***

Ce que je suis, ce que je fais, ce que j'écris compte pour rien… Soixante livres parus, la création et l'animation bénévole depuis dix ans d'une université populaire à Caen, d'une université populaire du goût à Argentan depuis six ans, mes prises de position politiques publiques en faveur de la gauche libertaire, donc antilibérale, un gros livre de plus de cinq cents pages sur Camus dont le titre est «l'Ordre libertaire», la thèse de ce livre qui présente le philosophe comme emblématique du combat du socialisme libertaire au XXe siècle – tout cela est nul et non avenu.
Je suis le candidat de la mairie d'extrême droite (rappelons-le: UMP…) et mon exposition sera obligatoirement toute à la gloire de l'Algérie française célébrée par les gros colons, les terroristes de l'OAS, les pieds-noirs confits de ressentiment! Logique du tribunal révolutionnaire: accusation publique, condamnation systématique. On ne m'a pas entendu, mais j'ai déjà la tête coupée…
J'ai dit, mais je le répète car on ne veut pas l'entendre: l'éviction de Benjamin Stora n'est pas politique. (…)
Le nouvel Observateur